

Frangy-en-Bresse - 21 août 06

Discours de Ségolène Royal

Pardon pour les bousculades mais notre vaste mouvement est imprévu, il nous surprend, il nous comble. Il est encore artisanal et c'est aussi son charme. Les journalistes sont des partenaires nécessaires du débat public. La présence de la presse internationale montre que l'on s'intéresse à ce qui va se passer ici.

Une bataille décisive s'engage : il faut battre la droite. Non pas pour nous, mais pour redresser le pays et donner à chacun et chacune le droit de bâtir sa vie, avec des valeurs et des moyens de transmettre le progrès aux générations suivantes.

Pour repartir vers le haut, la France a besoin de tous ses talents, de toutes ses énergies, il est temps de partager avec les citoyens.

Les fêtes de la rose sont les fêtes de famille, une famille socialiste élargie avec les nouveaux adhérents et des générations de militants. Une famille moderne où l'on retrouve des sensibilités diverses qui partagent l'obligation d'actualiser l'héritage du combat socialiste.

En 1993, j'étais déjà venue à Frangy aux termes d'une défaite massive. Aujourd'hui, j'y reviens avec le souhait d'une belle victoire en 2007. Sur cette terre de F. Mitterrand. Je me souviens de cette leçon de lucidité, de ténacité, de courage qu'il nous donna lors du dernier conseil des ministres de 1993 où je siégeais comme ministre de l'environnement : « vous allez devoir reconstituer un noyau cohérent, vigoureux, sans querelles, renonçant aux joies paisibles d'une vie tranquille. Votre cause est meilleure que nous tous. En face, ceux qui possèdent veulent toujours posséder un peu plus. » Aujourd'hui encore, je tire ma force de cette leçon de F. Mitterrand. Je revendique cette lignée mitterrandienne, mais aussi ma manière de la revisiter à la lumière de ce qui s'est passé depuis en France et dans le monde.

Notre premier devoir, c'est l'unité car sans elle rien n'est possible. Ensuite, le courage requis pour une cause qui nous dépasse. Et la nécessité de mener des révolutions, des changements profonds. C'est la feuille de route que je vous propose. C'est ainsi que je conçois l'exercice de la responsabilité politique et le devoir d'un chef de l'Etat.

Les socialistes semblent toujours rechigner à faire bloc, mais ils finissent toujours par serrer les rangs. Il faut donc prendre les débats actuels avec philosophie car ce qui nous rassemble est plus grand que ce qui nous sépare sur tel ou tel point. Ici à Frangy, je sens votre espérance, votre ferveur, notre force collective. A nous de la faire croître afin demain, de retirer la France vers le haut. A nous de faire valoir cet ordre social juste qui rend possible la construction des sécurités durables permettant à chacun de vivre les changements et non pas que quelques-uns seulement s'en sortent. « Les besoins des uns sont solidaires de droits de tous » disait Blum.

Quelle est l'aspiration de tout être humain et quel est le sens de la politique ? Construire sa vie en liberté et le bonheur des siens, le droit élémentaire dont la conquête justifie notre combat.

Dans huit mois, deux visions s'affronteront de la société et du monde. Une autre France est possible, une autre que celle du déclin, des inégalités et du gaspillage des talents.

Or, dans la France d'aujourd'hui, les uns maîtrisent leur destin et celui de leurs enfants. Les autres, immenses, n'en sont pas sûrs. C'est le clivage le plus profond, l'inégalité la plus criante. Pour la droite, elle est naturelle, le résultat d'un tri ou d'une sélection : une société de ghettos où les individus s'opposent et s'ignorent. La suppression du service national a marqué la fin de l'endroit où les français de toutes conditions pouvaient se retrouver. Faire tomber les murs et bâtir des ponts, voilà le devoir de la gauche.

La gauche, ce n'est pas l'assistanat. C'est la liberté et les moyens de donner à chaque individu la responsabilité de construire sa vie. Ces valeurs sont progressistes et je les revendique pour les socialistes. C'est la gauche qui va redonner de la valeur au travail, au salaire, au pouvoir d'achat, à l'effort scolaire, à la sécurité sociale, familiale, des biens et des personnes : tout se tient.

Des salariés bien payés et bien formés, voilà ce qui crée la compétitivité et la croissance, et non l'abaissement des droits et des conditions de travail. Ce sont les forces libérales qui cassent la valeur travail. Qui licencient pour préserver la bourse ? C'est la droite. Qui réclame un smic au rabais ? C'est la droite. Qui considère les salariés comme des variables d'ajustement ? C'est la droite. Qui met les emplois aux enchères sur internet ? C'est la droite ? Qui trouve normal qu'un patron gagne en un an ce qu'un salarié ne gagnera jamais un salarié toute sa vie ? Qui fait exploser le nombre de « travailleurs pauvres », à 80 % des travailleuses pauvres ? C'est la droite. CNE, CDD, temps partiel subi, c'est encore et toujours la droite.

Les Français ne sont pas du tout fâchés avec la valeur du travail, mais ils sont insatisfaits de leurs conditions de travail. Il faut sortir de l'archaïsme des relations sociales. Plus de 80 % des salariés d'Europe du Nord sont syndiqués contre 8 % en France, donc le rapport de forces est inégal : il va falloir créer un syndicalisme de masse pour rééquilibrer les liens entre patrons et salariés. Pour que l'intérêt général soit pris en compte. Pour que les salariés soient entendus. Ce sont dans les pays avec un syndicalisme de masse que l'on trouve le nombre le plus faible de jours de grève et de licenciements collectifs. La sécurité sociale professionnelle va dans le même sens. Des entreprises qui gagnent en écoutant leurs salariés, c'est possible en France aussi.

Les Français en ont assez de la société du précaire. L'Etat manque à ses devoirs de protections. L'avenir des enfants est incertain. Quand le lien social se délite, le pacte national se brise. Je veux bâtir la République du respect qui fera des réformes justes car élaborées démocratiquement.

Il faudra aussi que l'Europe se relève. Quels qu'aient été nos votes, nous voulions une Europe plus sociale, plus environnementale, plus humaine, plus politique. La France a besoin d'une Europe qui pèse dans la mondialisation. Si elle est présidée à gauche, nous devons relancer l'Europe dans le sens de l'emploi et de la croissance, engager une diplomatie commune avec les pays eurovolontaires, un budget pour vraiment financer les priorités. Bien sûr qu'un traité constitutionnel rejeté par les Français ne leur sera pas reproposé par les socialistes. Un autre texte, tenant compte de leur vote, recentré sur les institutions, les valeurs et les droits sociaux, sera élaboré avec nos partenaires et soumis ensuite aux Français par référendum.

Mais c'est par la preuve concrète que nous ferons avancer l'Europe. Deux chantiers s'imposent : l'Europe de l'environnement et de la recherche. Mettre nos chercheurs en commun pour faire reculer les catastrophes, les maladies, nous en avons les moyens, mais nous n'en avons pas eu la volonté. Si rien n'est fait, si le réchauffement de la planète continue alors que nous avons les intelligences nécessaires pour le contrer, si des guerres éclatent pour accéder à l'eau potable, alors nous serons coupables devant nos enfants et nos petits-enfants. L'environnement est un enjeu de sécurité, l'Europe doit y répondre et les socialistes y répondront.

Le monde actuel est instable et dangereux. La guerre du Liban, les menaces terroristes nous rappellent que la fin de la guerre froide ne l'a pas pacifié. Ce n'est pas une fatalité. Les guerres préventives aggravent les choses plus qu'elles ne les règlent et il n'y a plus que George Bush pour penser que le monde va mieux depuis l'intervention en Irak. La France n'a pas le droit d'être absente et égoïste. Préférons le pouvoir de convaincre à l'étalage de l'arrogance. Quels droits bafoués pouvons-nous utilement défendre ? Quelle aide efficace pouvons-nous apporter pour régler tel ou tel problème dans le monde. Le premier facteur de déstabilisation du monde, c'est la misère, les écarts qui se creusent, les humiliations de ceux qui peuvent ensuite être manipulés. La France doit commencer par respecter ses obligations. Elle est aujourd'hui 18ème sur 20 pays riches pour l'aide au développement. Cela nous fait honte. Non seulement l'aide est la plus faible, mais elle va à des pays peu démocratiques. Les Français ont le droit de savoir et de participer aux décisions qui les concernent. Trop longtemps, l'aide au développement et la diplomatie ont été confisquées par des experts : moi, je considère que c'est l'affaire de tous les Français. Quelle politique migratoire peut-on mettre en œuvre quand on est le plus mauvais élève d'Europe pour l'aide au développement ? Quelle aide peut être efficace quand il n'y a pas assez de transparence et trop de corruption avec certains régimes ? Le co-développement doit se faire avec les populations concernées, en s'appuyant sur les femmes qui font 90 % du travail de la terre et qui n'ont droit qu'à 5 % du soutien bancaire, pour faire reculer la déforestation, pour faire de l'énergie solaire, pour rendre accessible l'eau potable. Pour nous, à gauche, c'est cela l'utopie réalisable de notre siècle : que les pays pauvres, notamment l'Afrique, sortent de la misère grâce au co-développement. C'est là que se situe la réponse à l'immigration. « L'immigration choisie » du ministre de l'Intérieur ne veut rien dire : on pillerait donc la matière grise de ces pays après avoir, comme nation colonisatrice, pillé leurs matières premières ?

Enfin, pour réaliser cela, il faudra accomplir une révolution démocratique et mettre en place une nouvelle République. La République fonctionne mal, c'est évident. L'intérêt général doit être remis au cœur de l'Etat et de la société. Les promesses électorales sont oubliées. Le dialogue social est archaïque. La décentralisation est dévoyée. Notre justice est abîmée. Et c'est l'Etat qui risque d'être affaibli. Le gouvernement n'a plus de boussole : on privatise sans le dire GDF, on expulse des enfants scolarisés dont les parents ne sont pas français.

Les Français ne sont pas respectés, pas entendus, pas associés. Je propose une révolution démocratique pour construire la République du respect. Le projet des socialistes propose aux Français une nouvelle république qui s'appuie sur une démocratie représentative - fondée sur un Parlement renforcé et des parlementaires bien présents à l'Assemblée nationale, une représentation de la diversité et de la parité, le non cumul des mandats, la responsabilité du chef de l'Etat - et une démocratie plus participative - avec des référendums d'initiative populaire et le référendum pour la grande réforme institutionnelle.

Moi, je crois aux citoyens experts. Certains s'en sont moqués, mais chacun d'entre nous est le mieux placé pour savoir quelles sont ses attentes, ses espérances. Quand on s'abstient, ce n'est pas de gaieté de cœur, mais parce que l'on sait que l'on n'est pas entendu. Plus les gens sont écoutés, plus ils sont associés, alors plus les réformes sont fortes et durables. Nous avons soif de considération, de maîtrise personnelle de nos existences, d'intelligence collective, de résultats sans gaspillage ni lenteur, avec l'aide de citoyens qui ne soient plus exclus d'une histoire qui est la leur. Je ne propose pas une gouvernance aseptisée réduite à la gestion à la marge des choses, mais une politique fondée sur l'exigence d'égalité qui est celle de la France.

Ce que je vous propose, c'est une révolution démocratique fondée sur l'intelligence collective des citoyens, sur une vraie décentralisation qui identifie les responsabilités et rend donc l'Etat plus efficace,

sur une démocratie sociale dans l'entreprise qui permette de moderniser les relations sociales. Le respect crée la confiance et la confiance nourrit le désir d'avenir.

Arnaud a eu le tact de ne pas prononcer le mot de VI^e République. Alors je le ferai et je dirai : cette réforme démocratique profonde, est-ce que cette réforme va conduire à une VI^e République ? Faisons d'abord les choses et nommons les ensuite. Quand nous aurons accompli ces réformes institutionnelles et tenu parole, nous saurons si oui ou non nous avons su créer une nouvelle république. Et je vous donne rendez-vous pour savoir si nous avons réussi.

Le rôle d'un chef de l'Etat bien entouré est de tenir un cap. Il faudrait une expérience que bien peu possèdent ici bas. Bien sûr, c'est important. Mais ce qui compte, c'est de savoir mobiliser l'expérience politique de tous les talents qui veulent, tout simplement, que ça change.

Pour finir, ce que je veux vous dire, c'est qu'on verra ce que seront les prochaines échéances. A vous voir si nombreux rassemblés, je me sens la possibilité de vous dire un certain nombre de choses.

Si je suis en situation, je peux vous dire que la valeur travail sera reconstruite et avec elle, la famille consolidée, l'égalité éducative mieux assurée à l'école, le pacte social assuré. Quand un jeune a fait des efforts et qu'on lui propose le CPE, le pacte social est rompu. Quand les filles à l'embauche se voient proposer un salaire de 30 à 40 % inférieur à celui des garçons, le pacte social est rompu. Si je suis en situation, le pacte social sera tenu.

Si je suis en situation, la France sera le pays de l'excellence environnementale entraînant toute l'Europe et en 2008 nous serons fier du bilan de la présidence française.

Si je suis en situation, la France aura un vrai rôle dans le monde car nos actes correspondront enfin à nos discours.

Si je suis en situation, je dis à tous les jeunes de notre pays que demain, la France leur ouvrira ses bras car elle a besoin de toutes les forces de la jeunesse.

Si je suis en situation, les femmes sauront que leur temps est venu pour plus de justice, mais aussi pour le plus grand bonheur des hommes.

Oui, nous avons envie de voir en 2007 la France se relever et concrétiser ce désir d'avenir et de changement que nous voyons monter dans ce pays et ici à Frangy. C'est une obligation morale de gagner et de diriger la France. Pas pour nous, mais pour elle.

Notre responsabilité sera de poser les vrais débats, de respecter les électeurs, de tirer la campagne vers le haut. Cette victoire nous devons la construire patiemment. Je lance ici un appel au rassemblement de toutes celles et de tous ceux qui veulent que ça change, que la France se redresse. Avec vous, j'ai confiance.